

## **Rigueur budgétaire : Les étudiants refuseront de payer un tribut à la réduction de la dette !**

L'effort budgétaire de 2 milliards d'euros, annoncé au mois de janvier par le premier ministre Jean Marc Ayrault, n'épargne finalement pas nos universités. Alors que le Ministère de l'enseignement supérieur affirmait encore le mois dernier que le gel des budgets ne concernerait que l'Agence Nationale pour la Recherche, c'est une contribution estimée de 50 à 100 millions d'euros qui est aujourd'hui demandée aux établissements du supérieur. L'UNEF, qui s'était félicitée en juillet dernier de la sanctuarisation du budget du supérieur, s'oppose à ces économies en contradiction avec l'objectif de démocratisation de la ministre Geneviève Fioraso, et s'inquiète des conditions dans lesquelles se tiendra la rentrée prochaine.

### **Un précédent dans le mandat de François Hollande.**

Lundi 11 mars dernier, les établissements publics d'enseignement supérieur recevaient leur notification de Dotation Globale de Fonctionnement (principal financement public) pour l'année 2013. La quasi-totalité d'entre eux ont ainsi découvert, à la ligne « **contribution au redressement des comptes publics** », leur **dotation serait diminuée d'en moyenne 5 à 7%**. **C'est la première fois depuis le début du mandat du président de la République, que le gouvernement exige une contribution aux universités. L'UNEF s'inquiète de ce précédent qui tranche avec l'engagement du Président de la République de faire de la réussite des jeunes sa priorité du quinquennat.**

### **Un signal contradictoire avec les engagements de la ministre de l'enseignement supérieur.**

Alors qu'une nouvelle loi pour l'enseignement supérieur devrait être votée au mois de juillet, cette mise à contribution est un très mauvais signal envoyé aux étudiants. L'UNEF soutient ce projet de loi, en rupture avec le mouvement de dérégulation du dernier quinquennat, **mais avertit le gouvernement que son application est incompatible avec des réductions budgétaires.**

En particulier, **l'UNEF s'opposera vigoureusement à toute tentative de mettre les étudiants à contribution pour compenser cette baisse de dotation. De même, l'UNEF s'inquiète que ces économies supplémentaires n'entraînent une baisse des capacités d'accueil des universités qui laisserait des jeunes bacheliers dans l'impossibilité de s'inscrire dans la filière de leur choix.**

### **L'UNEF s'inquiète des conditions de la rentrée 2013**

Au-delà du fonctionnement des universités, l'UNEF alerte le gouvernement sur les conditions de la rentrée prochaine. Les étudiants sont toujours dans l'attente de mesures sociales, en particulier de la **réforme des bourses promise par le Président de la République et confirmée par la ministre de l'enseignement supérieur**. La fin de la sanctuarisation du budget des universités est à cet égard un signal très préoccupant.

L'amélioration des conditions de vie et d'étude des 2,4 millions d'étudiants a été affichée comme une priorité du quinquennat. **L'UNEF n'acceptera que cette promesse soit sacrifiée sur l'autel de la rigueur, alors que la part des étudiants issus de milieu modeste à l'université a baissé de 9 points depuis 2006.**

L'UNEF fera voter dans tous les conseils d'administration d'université et des CROUS, une motion pour rejeter cette ponction et pour exiger une réforme immédiate du système d'aides sociales.

**Les étudiants n'accepteront pas une rentrée sous les mêmes auspices que celle qu'ils ont connue en 2012. La démocratisation de l'enseignement est une condition de sortie de crise et non pas un luxe qui pourrait attendre le retour de la croissance.**

